**ATTESTATIONS COMPLEMENTAIRES**

Je soussigné-e Cliquez ici pour taper du texte., en qualité du signataire et représentant légal (ou signataire avec délégation du représentant légal) de Cliquez ici pour taper du texte. , sollicite une aide au titre du Programme Opérationnel interrégional FEDER Massif central 2014-2020 destinée à la réalisation de l’opération intitulée : Cliquez ici pour taper du texte..

**J’atteste sur l’honneur que ma structure est :**

Assujettie à la TVA  Non assujettie à la TVA  Partiellement assujetti à la TVA au taux de Cliquez ici pour taper du texte. %

**Et que le Fonds de compensation – TVA (collectivités territoriales uniquement) est :**

Eligible sur cette opération  Inéligible sur cette opération

**J’atteste sur l’honneur que ma structure est à jour :**

de ses obligations fiscales  de ses obligations sociales

Je tiens à la disposition de l’autorité de gestion, des financeurs et de toute personne habilitée à contrôler ce dossier, les éléments de preuve : relevé URSSAF, relevé d’imposition etc.

## Les aides obtenues au cours des 3 dernières années

La liste des aides (annexe 6) permet à l’autorité de gestion de vérifier les sources de financement du porteur et d’identifier, le cas échéant, les risques de double financement.

**Pour les dossiers concurrentiels[[1]](#footnote-1) relevant :**

* *du règlement de la Commission européenne du 18 décembre 2013 sur les aides de minimis,*
* *de la décision du 20 décembre 2011 de la Commission européenne sur les aides de minimis dans le cadre d’un service d’intérêt économique général (SIEG),*
* *et d’autres dispositions imposant un plafond d’aides ne dépassant pas un montant d’aides publiques sur plusieurs années.*

*l’annexe 6 « Liste des aide publiques perçues »*, est obligatoire

Elle doit lister l'ensemble des aides publiques perçues au cours des 3 dernières années (aides, bonifications d'intérêt, exonérations fiscales, apport en nature, ...) et les identifier le cas échéant au titre des règlements et dispositifs cités ci-dessus.

**Pour tous les autres dossiers :**

Il est fortement recommandé à chaque porteur de projet de remplir *l’annexe 6 « Liste des aide publiques perçues »*. Dans le cas contraire, fournir une attestation du représentant légal de la structure assurant de l’absence de double demande de financement pour l’opération en question.

Je remplis l’annexe 6 : Oui  Non

Je fournis une attestation sur l’honneur assurant de l’absence de double demande de financement

Oui  Non

Dans ce cas, je suis en capacité de tenir à disposition de l’autorité de gestion, ou de toute personne habilitée par elle à contrôler le dossier, la liste des aides perçues par ma structure sur les trois dernières années dans un délai de 10 jours:

**\*\*\*\*\*\*\*\*\***

**J'atteste sur l'honneur (cases à cocher à la main):**

L’exactitude des renseignements de la demande d’aide, renseignés dans ce présent formulaire et dans les annexes associées :

* annexe 1 - plan de financement (obligatoire),
* annexe 2 - indicateurs de réalisation (obligatoire),
* annexe(s) 3 - fiches actions (le cas échéant),
* annexe 4 - prise en compte des principes horizontaux (le cas échéant si fonds européens sollicités),
* annexe 5 - recettes (le cas échéant),
* annexe 6 – liste des aides publiques (le cas échéant)

N’être affecté par aucun conflit d’intérêts dans le cadre de la présente demande de subvention FEDER. Un conflit d’intérêt peut résulter notamment d’intérêts économiques, d’affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de toutes autres relations ou intérêts communs ; et, m’engage à faire connaître au service instructeur, sans délai, toute situation constitutive d’un conflit d’intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d’intérêts,

Avoir pris les dispositions nécessaires pour sensibiliser les membres de ma structure au conflit d’intérêt

Avoir pris les dispositions pour que toute personne, élus, technicien, actionnaire etc., susceptible d’être en conflit d’intérêt dans le cadre de cette opération devra se déclarer comme telle et sera écartée des commissions d’appel d’offre ou de toute instance amenée à attribuer une prestation ou un financement en lien avec cet intérêt particulier.

Ne pas avoir consenti, recherché, cherché à obtenir, ou accepté, d’avantage financier ou autre, en faveur ou de la part d’une quelconque personne constituant une pratique illégale ou relevant de la corruption, directement ou indirectement, en tant qu’incitation ou récompense liée à la présente demande de subvention FEDER

**Le non-respect de ces obligations est susceptible de générer un reversement partiel ou total de l’aide octroyée.**

**La signature engage le bénéficiaire sur le contenu du présent formulaire et de l’intégralité des annexes associées.**

*Fait à* Cliquez ici pour taper du texte. *le* Cliquez ici pour entrer une date.

Cachet et signature du porteur de projet (représentant légal ou délégué)

*Nom et Fonction du signataire :* Cliquez ici pour taper du texte.

1. Une opération est considérée comme concurrentielle lorsque celle-ci est portée par une entité (quelle que soit sa forme juridique : association, établissement public, etc…) qui exerce une activité économique sur un marché de biens ou de services. [↑](#footnote-ref-1)